



Grand-Vennes: un projet inédit pour les jeunes

- A Lausanne, seuls 15% des jeunes entrent directement en apprentissage à la fin de l'école obligatoire.
- L'enjeu est d'éviter le décrochage scolaire et de faire en sorte que la transition à la fin de la scolarité s'opère au mieux.
- Dans le quartier de Grand-Vennes un projet pilote inédit vise à donner des compétences aux jeunes de 12 à 16 ans afin de préparer au mieux leur future intégration.



1er prix pour «SDF Couv», une veste-couverture pour les Sans domicile fixe. DR



3e prix pour «Underchill», un jeu sur smartphone. DR



2e prix pour «Flydrone», un drone ambulance avec défibrillateur. DR



Prix Coup de cœur du jury pour «HandyDogs» un harnais de protection pour les chiens aveugles. DR



Charaf Abdessemed

En cette période de rentrée scolaire, les chiffres montrent l'ampleur du problème. Nombre de jeunes qui viennent de terminer leur scolarité obligatoire n'ont pas trouvé de point de chute en matière de formation ou de travail. Ainsi, la durée de la période de transition entre la fin de la scolarité et l'entrée en apprentissage ne cesse d'augmenter. Dans le canton, l'âge de sortie de l'école est de

15,9 ans, celui d'entrée en apprentissage de... 18,7 ans. Et à Lausanne, la situation est encore pire. «À Lausanne, à la sortie de l'école obligatoire, seuls 15% des jeunes entrent en apprentissage contre 25% pour le canton, explique le municipi-

pal David Payot, en charge de l'enfance et de la jeunesse. Et 20% d'entre eux sont en transition contre 10% seulement à l'échelle vaudoise».

Interminable transition

Comment faire donc pour que l'école obligatoire débouche sur un véritable projet de vie professionnel sans que les jeunes ne se perdent dans une transition interminable? A Lausanne, plus exactement dans le quartier de Grand-Vennes, un projet-pilote, joliment intitulé «Paysage éducatif», mené conjointement avec le canton et initié par la fondation Jacobs (voir encadré), cherche à apporter des réponses constructives à cette problématique.

Son originalité? Agir, bien en amont, en direction de jeunes âgés de 12 à 16 ans, bien avant donc leur

«Travailler en amont pour permettre à l'élève de construire son projet»

Virginie Huguet, cheffe du projet «Paysage éducatif» Grand-Vennes

sortie de l'école obligatoire. Le concept de «Paysage éducatif», tel que défini par la fondation Jacobs implique la construction de réseaux participatifs avec l'ensemble des acteurs, formels ou informels, intervenant dans l'éducation des jeunes afin d'obtenir une meilleure intégration scolaire, sociale et, par la suite, professionnelle des jeunes du quartier. Le tout à travers le développement

de l'ensemble de leurs compétences.

«La problématique lausannoise est celle de toutes les villes, explique Virginie Huguet, cheffe du projet «Paysage éducatif», au Service de la jeunesse et des loisirs. A l'inverse des villages où tout

le monde se connaît et les métiers sont bien visibles, la situation est très différente à Lausanne. Les places d'apprentissage sont là, les jeunes sont là, mais le lien entre les deux ne fonctionne pas correctement. Tout l'enjeu de «Paysage éducatif» est là. L'idée est de tra-

vailler en amont pour permettre à l'élève de construire son projet professionnel, en travaillant sur les réseaux et la connaissance des métiers.»

Lancement en 2015

Dès son lancement en 2015, le projet démarre par un état des lieux dans le quartier de Grand-Vennes choisi en raison de ses spécificités: nombre d'habitants, une importante part de la population à l'aide

sociale (25%), une proportion élevée de jeunes etc.

Dès le lancement du projet, un safari urbain a été organisé avec la participation de la population afin de mieux appréhender les réalités du quartier. «Un appel à projets à visée d'intégration professionnelle a ensuite été lancé, ajoute Virginie Huguet. Avec un fil conducteur: de quels outils les jeunes auront-ils besoin pour mieux s'intégrer professionnellement?».

Projets très concrets

De cette démarche, naissent pour finir une quinzaine de projets, plus originaux les uns que les autres: un projet de sac à dos transformable en sac de couchage pour SDF, ou un défibrillateur sur drone ont ainsi été primés pour leur inventivité et leur utilité. «C'est le type même de projet qui met à contribution les capacités managériales

des jeunes qui ont même élaboré des business plans. Cela leur redonne une vraie motivation et contribue à éviter le décrochage scolaire», se réjouit ainsi Virginie Huguet.

A près d'une année de la fin du projet, prévue pour décembre 2018, une dynamique est aujourd'hui incontestablement



créée, laissant présager une suite pour «Paysage éducatif». «Les besoins sont certains, et des solutions existent, constate David Payot. Reste à identifier les mesures et les acteurs nécessaires pour y répondre. Il s'agira donc de faire un bilan avec l'ensemble des financeurs et de discuter des possibilités de pérenniser ou de développer ce type de démarche, notamment pour d'autres quartiers.» ■

Un programme de la fondation Jacobs

«Paysages éducatifs» est un programme initié par la fondation Jacobs dont le siège est à Bâle. Jusqu'en 2018, la fondation soutient 22 paysages éducatifs dans toute la Suisse dont celui de Grand-Vennes. Les paysages éducatifs sont des réseaux permettant à toutes les personnes et institutions ayant une mission d'éducation, d'accueil ou d'enseignement en faveur de la jeunesse, d'établir des contacts entre elles. Dans le quartier de Grand-Vennes, le programme «Paysage éducatif» dure 4 ans (2015-2018) et est financé par la Fondation Jacobs, la Ville et le Canton, sous la direction du Secrétariat général Enfance, jeunesse et quartiers de la Ville de Lausanne.

www.paysages-educatifs.ch/

ChA

Invité de la semaine

Grégoire Junod: «Défendre la qualité de l'information et sa diversité»

Dans le monde des médias, les nouvelles se suivent et se ressemblent: en février 2017, l'Hebdo, publié chaque semaine depuis 1981, met la clé sous la porte; le 22 août dernier, les rédactions de 20Minutes et du Matin semaine indiquent qu'elles s'apprêtent à fusionner; un jour plus tard seulement, c'est au tour de 24Heures, de la Tribune de Genève et du Matin Dimanche d'annoncer le regroupement de leurs rédactions à Lausanne.

La Suisse romande, longtemps réputée pour sa diversité médiatique se retrouve aujourd'hui avec des titres à l'agonie, pour la plupart sous le contrôle d'un groupe unique, Tamedia, pour qui la Suisse romande n'est plus qu'un centre de profit. Il y a de la colère bien sûr. Pour les emplois supprimés et contre des éditeurs qui s'attaquent à leur cœur de métier, le journalisme. On coupe, on taille et on rabote là où il



faudrait au contraire investir et s'inventer un avenir. Mais il y a surtout beaucoup d'inquiétudes. Les dépêches d'agence et les réseaux sociaux ne remplaceront jamais une information décortiquée, analysée et dispensée par des professionnels. C'est une composante essentielle du débat public.

Alors quelles solutions? La presse doit bien sûr se réinventer dans un contexte technologique qui a évolué. Mais ce n'est pas tout. Longtemps taboue, la question d'un financement public doit aujourd'hui se poser. Autant que celles de l'engagement d'acteurs économiques attachés à la vitalité de notre région.

L'urgence: une prise de conscience de tous, acteurs publics et privés, et un engagement commun pour défendre la qualité de l'information et sa diversité.

Grégoire Junod, syndic de Lausanne